

L'Humanité *rouge*

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 295

Vendredi 27 juin 1975

Lundi, neuf ouvriers des Câbles de Lyon étaient victimes d'un attentat fasciste que la police cherche à maquiller en accident. Un des ouvriers est toujours dans le coma.

Peu de temps auparavant la police était intervenue contre les ouvriers qui occupaient l'usine comme elle le fit également à Chausson et dans d'autres entreprises. Ces agressions policières se font en liaison avec l'intervention de milices formées de nervis fascistes. Au «Parisien libéré» c'est avec des chiens qu'ils sont intervenus contre les travailleurs.

Il est dans la logique de la bourgeoisie de s'opposer par la violence fasciste à la lutte des travailleurs.

Partout où la bourgeoisie est au pouvoir elle agit ainsi, qu'elle soit de droite ou qu'elle se donne un visage de «gauche». Voyez la Pologne où en 1970 la police a ouvert le feu sur les ouvriers en lutte contre la vie chère, assassinant de nombreux travailleurs. Voyez l'URSS où au cours de ces dernières années, la police, les parachutistes, l'armée ont été lancés contre les travailleurs, comme en 1972 à Kaunas où des milliers de manifestants ont affronté les forces de répression. Voyez le Portugal où les dirigeants du parti prétendument communiste ont imposé une loi antigreve qui interdit les grèves sur le tas et de solidarité, et rend obligatoire les préavis d'une semaine avant toute grève.

Les dirigeants du P«C»F protestent en paroles contre la répression exercée contre la classe ouvrière et cherchent à se donner un masque de «défenseurs des libertés». Mais en réalité s'ils étaient au pouvoir ils recourraient aussi à la répression fasciste. Ce sont eux qui ont réclamé la loi «anticasseurs» utilisée par la bourgeoisie pour réprimer les travailleurs. Ce qui fit dire à Pompidou recevant Ballanger : «Je ne vous ai jamais rien refusé, même pas une loi anticasseurs». Ce sont eux qui ont insulté le jeune ouvrier Pierre Overney assassiné par un nervi de la milice fasciste de Renault. Ce sont des partisans du socialisme en paroles, des fascistes dans les faits : des sociaux-fascistes. Déjà ils ont recours activement aux agressions fascistes, en particulier contre les militants marxistes-léninistes. Samedi dernier par exemple, à Marseille, ils ont fait matraquer par leur service d'ordre des diffuseurs de «l'Humanité rouge» dont plusieurs ont été blessés. Puis ils ont fait appel aux CRS. On pourrait multiplier les exemples.

Pour combattre la répression la classe ouvrière doit aussi combattre les dirigeants du P«C»F, défenseurs des libertés en paroles, ennemis des libertés en réalité. On ne peut combattre le fascisme si on ne combat pas le social-fascisme.

André COLERE

NON AU FASCISME! NON AU SOCIAL- FASCISME!

DERRIERE LE TAPAGE DU P«C»F SUR LES LIBERTÉS... (p. 4)



ANGOLA: ACCORD SIGNE



Les combattants et le peuple angolais déterminés à construire un pays indépendant et prospère.

Les présidents des trois mouvements de libération de l'Angola (FNLA, MPLA et UNITA) viennent de signer un accord à Nakuru au Kenya.

Dans cet accord, il est indiqué : « Conscients de la grave situation dans laquelle se trouve le pays et des intérêts nationaux qui doivent être nécessairement placés au-dessus de tout différend politique et idéologique, ils déclarent solennellement renoncer à l'usage de la force comme un moyen pour résoudre les problèmes et respecter toutes les obligations résultant de la conclusion de l'accord.

« L'accord sur diverses décisions comprend les décisions sur l'amélioration

du travail du gouvernement de transition, sur l'établissement des forces armées nationales et sur le règlement des problèmes économiques auxquels fait face l'Angola. Il souligne que les préparatifs doivent être entrepris pour la réalisation de l'indépendance de l'Angola le 11 novembre 1975. »

Cet accord est un coup porté aux deux superpuissances qui cherchent dans la division des mouvements de libération qu'elles exacerbent, à placer leurs pions dans la région. Le peuple angolais qui veut l'indépendance et l'unité, vient ainsi de déjouer leurs complots. Soyons sûrs, que malgré les embûches et les difficultés, il ira de l'avant.

changements dans le traité. Notamment, ils ont décidé de changer le règlement du commandement général : désormais, tous les membres seront obligés de participer « aux activités » du pacte ; or, il est arrivé à maintes reprises, que certains membres se sont abstenus de certaines opérations qu'ils désapprouvaient... Autre requête soviétique : la création d'unités spéciales communes composées de contingents des différents pays membres. Au fond, les dirigeants impérialistes de Moscou cherchent à mettre sur pied une gendarmerie internationale, sur commandement soviétique, qui leur permette d'intervenir ici ou là, au gré de leurs intérêts.

Témoignage de l'UNECAS

Djibouti, dernier vestige colonial français en Afrique

L'Union nationale des étudiants de la Côte Afars-Somalie nous a transmis un assez long texte sur la situation de leur pays ; ce texte se termine par les mots d'ordre « Vive la solidarité anti-impérialiste ! », « Vive la juste lutte du peuple de la CAS ! », « A bas le colonialisme français et la réaction ! » ; le manque de place nous empêche de publier ce texte en entier, nous avons choisi le début du texte qui accuse les méfaits du colonialisme français à Djibouti et montre l'essor de la résistance du peuple de la Côte Afar-Somalie contre lui.

Les colonialistes français maintiennent notre peuple sous la domination militaire directe depuis plus d'un siècle. La présence coloniale signifie l'exploitation économique féroce, la misère sociale, le chômage chronique (85 % de la population active), la vente légale de la drogue (le kat), la prostitution forcée des jeunes filles (pour distraire l'armée coloniale), la famine et la soif qui font de nombreuses victimes parmi les nomades.

L'armée d'occupation comprenant un potentiel humain et matériel considérable fait régner un climat de terreur dans notre pays.

En effet la répression la plus sauvage s'abat chaque jour sur notre peuple : expulsions massives, déportation au-delà du barrage électrifié qui entoure la ville de Djibouti, internements dans les camps de concentration, assassinats des militants anticolonialistes et organisation des commandos fascistes armés qui maintiennent un climat d'insécurité dans les quartiers populaires. Ces commandos ont assassiné plusieurs dizaines de personnes et en ont blessé plusieurs centaines du 24 au 28 mai 1975.

À la suite de ces machinations criminelles orchestrées par les colonialistes français et leurs valets dans le but de diviser notre peuple et d'éliminer physiquement tous les éléments progressistes, l'administration

coloniale a instauré le couvre-feu qui a augmenté le nombre des victimes, accentué les expulsions et les emprisonnements.

Cependant le peuple de la CAS qui n'a jamais accepté le fait colonial reste convaincu que l'indépendance nationale est plus que jamais à l'ordre du jour. L'histoire de notre peuple se caractérise par la résistance à l'oppression et la lutte constante menée pour retrouver sa dignité.

Depuis le début de cette année la lutte de notre peuple contre le colonialisme et la réaction s'accroît chaque jour.

Au mois de janvier le peuple manifeste contre le procès intenté contre le directeur d'un journal anticolonialiste.

Au mois d'avril les lycéens ont déclenché un mouvement de grève contre les conditions de vie misérables et contre l'enseignement colonial inadapté, les travailleurs se sont solidarisés avec les lycéens et ont paralysé l'économie coloniale.

Au mois de mai, lors du voyage éclair de Sturt, ministre des colonies notre peuple a montré sa volonté d'accéder à l'indépendance immédiate et inconditionnelle et de mettre fin à l'occupation coloniale, source d'exploitation économique, de misère sociale et d'humiliation quotidienne...



Autre tentative : celle de la « direction unique » : on forme les cadres militaires du traité de Varsovie à Moscou ; on demande à chaque pays d'augmenter son budget militaire pour le compte... du pacte ; on unifie l'armement contrôlé ainsi par Moscou ; on multiplie les manœuvres communes : 18 en 1974 dont 12 en direction du sud-est européen et des Balkans.

Ces efforts « d'intégration » totale sous direction soviétique ne vont pas sans mal : la Hongrie par exemple cherche à diminuer ses dépenses, car elle entretient plus de soldats soviétiques que de soldats hongrois ! Quant à la Roumanie, elle a fait preuve à maintes reprises de sa volonté d'indépendance et de souveraineté.

Pacte de Varsovie :

Moscou veut l'intégration totale

Chacun le sait : les dirigeants de Moscou s'efforcent de contrôler le « pacte de Varsovie » : ils l'ont utilisé à leurs fins en août 68, lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Mais cela ne leur suffit pas. Ces derniers temps, ils ont demandé aux pays « frères » de faire des

ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

ÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m

TIRANA

Notre tâche dans les syndicats

Le mouvement de masse connaît à l'heure actuelle un développement continu. Chaque jour de nouvelles entreprises entrent en lutte, et généralement avec des méthodes d'actions rompant carrément avec les formes «calmes, limitées...», qui sont l'apanage des dirigeants révisionnistes de la CGT pour freiner la combativité des masses et les décourager.

Les dirigeants révisionnistes ont peur, car ils sont pris dans une contradiction insurmontable : ou bien ils utilisent la tactique «dans le calme et la dignité», dans ce cas ils apparaissent pour ce qu'ils sont : des ennemis de la classe ouvrière ; ou bien ils adoptent ce qui est appelé «la nouvelle tactique» (dure en apparence) et donc risquent d'être débordés et balayés par le courant irrésistible du mouvement de masse.

Le mouvement de masse ne peut aller qu'en s'accroissant, car au fur et à mesure que la crise se développe, les différentes contradictions aussi se développent. Dans ce cadre-là quelle doit être notre tactique, notamment dans les syndicats ?

1) Soutenir les travailleurs qui se battent pour leurs justes droits, ou, comme aux Câbles de Lyon à Clichy, contre la politique fasciste de la direction du puissant trust CGE qui, dans un premier temps, envoie ses mercenaires contre les grévistes, et comme ça ne suffit pas, fait appel aux CRS, et comme ça ne suffit toujours pas, organise un ATTENTAT.

Notre tâche dans les syndicats CGT et CFDT, est d'impulser la lutte classe contre classe et soutenir TOUTES les initiatives qui vont dans ce sens.

2) Bien sûr on a à affronter ceux qui s'opposent, d'une manière ou d'une autre, au mouvement de masse, mais il faut bien distinguer : qui sont nos amis, nos alliés et qui sont nos ennemis.

En vérité, les véritables ennemis, infiltrés dans le mouvement ouvrier, ne sont qu'une poignée. Ce sont les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et de la CGT. Bien sûr, d'autres prennent parfois la même position, mais dans le fond c'est beaucoup plus par suivisme ou par opportunisme (par exemple peur d'affronter le révisionnisme) ; l'écrasante majorité d'entre eux est honnête et trompée. On ne peut donc absolument pas avoir vis-à-vis d'eux la même attitude. Il faut bien voir quelle est la cible centrale et concentrer tous les coups sur cette cible, et non pas la disperser. Ce n'est en aucun cas le syndicat en tant que tel que nous visons, mais au contraire la ligne anti-syndicale, antidémocratique, anti-ouvrière et antinationale, c'est-à-dire la ligne politique révisionniste. Dans les syndicats nous faisons tout pour faire triompher la démocratie syndicale, pour impulser la lutte classe contre classe afin d'obtenir satisfaction à nos revendications, pour élever politiquement la conscience des masses et surtout à l'heure actuelle élever la conscience que le social-impérialisme russe se prépare à l'agression et que le P.C.F. veut contrôler les syndicats pour lui préparer le terrain.

En conclusion disons que, sur toutes ces questions fondamentales, il y a dans le mouvement ouvrier, deux lignes antagoniques qui s'affrontent : la ligne prolétarienne préconisée par les communistes marxistes-léninistes de France qui correspond aux besoins objectifs des masses, et la ligne bourgeoise du révisionnisme moderne qui correspond aux besoins d'une poignée de traîtres au prolétariat et de traîtres à la nation soumis aux appétits expansionnistes de leur maître : le social-impérialisme russe qui rivalise avec l'impérialisme américain pour l'hégémonie mondiale.

Nous avons donc pour tâche d'être à la tête des luttes en nous liant profondément aux masses, en travaillant à l'unité de la classe ouvrière, donc soutenir toutes les prises de positions positives qui s'opposent à la ligne révisionniste, comme par exemple la prise de position positive du syndicat CGT des correcteurs qui s'oppose au défunt Programme commun (HR No 294). Et parallèlement à cela donner inlassablement des explications politiques, des exemples concrets aux travailleurs pour déjouer les manœuvres révisionnistes et arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme.

Serge LAFORGE

ERRATUM : Dans l'article sur Rhône-Poulenc (H.R. p. 3), il fallait lire : «Le 28 mai dernier à l'appel des comités de liaisons CFDT et CGT de Rhône-Poulenc 60 000 travailleurs (et non 5 000) ont fait grève sur 88 000 salariés.

bulletin d'abonnement
à **L'Humanité** 
ROUGE

22 Nos (1 mois) 22 F

Nom..... Prénom.....
Adresse.....

L'ÉPUR (Paris 7)

PATRONS DE "GAUCHE" A LA POINTE DU COMBAT ANTISYNDICAL

Depuis ce lundi 23 juin, les travailleurs de l'ÉPUR, petite entreprise d'urbanisme, occupent les locaux (16 bis avenue Bosquet, Paris 7e). Ceci après 5 mois de lutte pour la réintégration de trois syndiqués CFDT licenciés (voir HR des 13 février et 12 juin).

Face à eux, non seulement un quateron de patrons «de gauche» (P.C.F., P.C.) grec et sympathisants), mais encore la section CGT qui défend au coude-à-coude avec eux «l'outil de travail progressiste». Un de ses tracts proclame : «le meilleur moyen de défendre l'emploi, c'est de maintenir l'activité de l'entreprise».

D'ailleurs, la femme d'un des patrons est une des syndiquées de choc de la section CGT ! A ce double titre, elle assistait aux réunions de l'intersyndicale et à celles de la direction !

ront-ils en face d'eux dans leurs luttes ?

Lundi 23 juin :

Journée «Portes ouvertes»

70 personnes sont venues apporter leur soutien aux grévistes. Le délégué CGT a tiré un tract ; les grévistes lui ont demandé qu'il le lise. Après s'être fait forcer la main, il a lu ce tract, accusant entre autres les grévistes de vouloir «casser l'Épur» ! Un véritable tissu de mensonges. Il a refusé de répondre à toute question et s'est enfui aussitôt terminée sa lecture, malgré que les grévistes lui aient demandé de rester pour en discuter !

Encouragés par le soutien de bon nombre d'autres sections syndicales, les grévistes décident l'occupation de l'entreprise.

Mardi 24 juin :

Les patrons font une demande d'expulsion devant le juge des référés, défendus par Rapoport, avocat de la



Les dirigeants du SNPBE, syndicat CGT des bureaux d'étude, ont refusé toute discussion avec leur homologue CFDT (le BETOR) sur la lutte de l'ÉPUR.

Lundi 16 juin :

Succès du meeting de solidarité

Les 150 participants ont vigoureusement dénoncé une section CGT qui ressemble comme deux gouttes d'eau à une CFT. Ils se sont demandé : si les nouveaux gérants du capitalisme étaient au pouvoir (c'est-à-dire les dirigeants du P.C.F. et de la CGT), qui (les travailleurs) trouve-

CGT ! Le juge reconnaît le droit à l'occupation et désigne un conciliateur.

Le cas de l'Épur n'est pas isolé. D'autres petites entreprises «de gauche», de l'Urbanisme ont licencié des syndiqués, y compris CGT, comme au GEPAR à Montreuil.

Dans leur lutte contre la répression syndicale, les grévistes de l'Épur ont reçu le soutien (délégations, motions) de nombreuses sections, y compris CGT. Entamons le débat dans nos sections CFDT et CGT afin de le renforcer.

Des grévistes de l'Épur

ECHOS DES LUTTES

Noisy-le-Sec : «Fonderie-acierie-Paris-Seine»

Les ouvriers continuent d'occuper leur usine depuis le 12 juin. Ils demandent des augmentations de salaire, ainsi que l'amélioration des conditions de travail.

La direction patronale refuse en bloc ces revendications et a tenté de faire intervenir les forces de répression pour faire évacuer l'usine. Elle a par ailleurs tenté de faire assigner 13 ouvriers au tribunal des référés.

Ces manœuvres ont échoué grâce à la détermination des travailleurs à occuper l'usine jusqu'à satisfaction de leurs justes revendications.

Ile Seguin : Renault :

La direction de la Régie a prétexté la grève de Chausson et le manque de pièces venant de cette usine pour réduire de deux heures par jour, trois fois par semaine, l'horaire de 4 000 ouvriers sur 10 000 travaillant notamment aux chaînes de montage de l'Ile Seguin.

On sait que Chausson est une filiale de Renault, et que la direction de Chausson refuse de satisfaire les

revendications des ouvriers de cette usine. Renault/Chausson est responsable à 100 % de la situation actuelle.

Les ouvriers des deux usines quant à eux ne peuvent être que solidaires devant un même patron qui essaye d'utiliser la grève de Chausson pour mettre au chômage partiel ceux de Renault-Billancourt et ainsi tente de les dresser les uns contre les autres.

Les ouvriers de «l'Ile» ne l'entendant pas ainsi, demandent le paiement total des heures chômées et se préparent à l'action.

Métro :

Le mécontentement grandit parmi les travailleurs de la RATP, notamment parmi les conducteurs de rames du métro parisien. Ils veulent des effectifs normaux permettant que soit assuré le service dans de bonnes conditions de travail.

Les conducteurs de rames ont engagé un mouvement mardi et demandent des effectifs suffisants, des temps de repos supplémentaires et une semaine de congés supplémentaires.

